

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Sarkozy et le Medef annoncent une vraie guerre sociale**

- Politique -

Date de mise en ligne : dimanche 22 octobre 2006

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Quand on entend Sarkozy parler de « ruptures » on se dit que c'est avec lui, sa politique, son clan Ump et son Medef, qu'on aimerait bien rompre. Ca fait cinq ans qu'ils détruisent nos acquis sociaux, retraites, Sécu, droit du travail, et on a hâte en effet d'arriver à « la France d'après... eux ».**

A l'université d'été du Medef, devant 3000 patrons, qui lui ont fait une « standing ovation », Sarkozy s'en est pris frontalement aux « carcan des 35h », au « droit de grève » et au « droit syndical ».

Il propose non seulement de détruire les 35h mais le « concept d'une durée légale » du travail. Il propose de ne plus majorer les heures supplémentaires et de ne plus les soumettre à cotisations sociales. C'est à dire qu'il appelle à ce que les salariés travaillent plus, sans protection, sans contrôle, et à ce qu'ils perdent du salaire directe et indirect du même coup.

Sarkozy a aussi appelé à ce que le droit de grève soit soumis à vote obligatoire. Comme c'est le cas en Grande-Bretagne où les salariés doivent voter la grève à bulletin secret, informer leur employeur de la date de leur action et en préciser les motifs. La validité de leur vote est limitée à quatre semaines, sauf accord contraire avec l'employeur. Ce dernier peut demander à la justice de s'opposer à la grève. Si celle-ci est déclarée illégale, l'employeur peut licencier les responsables. Les raisons d'une grève sont obligatoirement liées aux conditions de travail ou aux possibles conflits dans l'entreprise concernée. Les grèves de solidarité avec des salariés d'une autre entreprise et celles qui résultent d'un mot d'ordre général - comme la défense des retraites - sont interdites. En août 2005, une grève de solidarité à British Airways a valu des amendes à trois délégués syndicaux et 670 grévistes du groupe de restauration aérienne Gate Gourmet ont été licenciés sur le champ en août 2005. Les grèves sont donc devenues fort rares. Tout comme aux Usa, où la grève des transports en commun de New York de 2005 était illégale.

Depuis l'arrivée des travaillistes au pouvoir, en 1997, le Trade Union Congress n'a cessé de réclamer l'abolition de ces lois anti-grèves et anti-syndicales de Margaret Thatcher. Tony Blair a refusé : en 11 ans de pouvoir, il a choisi de laisser en place cette quasi interdiction scélérate du droit de grève.

Avec les admirateurs du « modèle social anglo-saxon » que sont Sarkozy et Parisot, (et ils n'annoncent qu'une partie de ce à quoi ils aspirent) avec leur « rupture », on en reviendra vraiment au XIXe siècle. Ces gens-là nous annoncent donc ensemble, dans la liesse, devant tous les médias, qu'ils veulent nous mener une vraie guerre sociale, détruire tout notre code du travail, rompre avec tout ce que nous avons acquis... et en face... en face, qu'attend la gauche pour faire front face au danger, s'unir et défendre une véritable alternance ?

## **Opposer une autre rupture, une rupture avec le libéralisme, un véritable espoir !**

Il faut un candidat qui n'admire pas Tony Blair, qui n'ait pas peur de dire qu'il abrogera ce qu'a fait la droite, en matière de retraite, de Sécu, de droit du travail, capable de défendre un vrai programme de transformation sociale... C'est au sein du Parti socialiste qu'un tel candidat doit se choisir, ce n'est pas le moment que les militants se fassent imposer de l'extérieur, par les grands médias, une candidature contraire. Il faut un candidat qui sache où il va, et qui ne nous réserve pas chaque jour des "surprises" soit contre la carte scolaire, soit pour la régionalisation-Raffarin, soit pour la défense de "l'esprit" des institutions de la Ve République, soit pour un ordre moral sécuritaire... Il faut un candidat qui ait su dire "non" à la constitution ultra libérale européenne et qui soit, de ce fait, le mieux placé pour rassembler la majorité de la gauche.

## **Sarkozy et le Medef annoncent une vraie guerre sociale**

---

C'est pourquoi, car il faut choisir, c'est Laurent Fabius qui sera présent à notre université de rentrée à Cuincy, fin septembre, et c'est pourquoi nous travaillons encore et toujours à rassembler une gauche socialiste durable, réunie, mobilisée et nous vous espérons le plus nombreux possible à cette manifestation.